

NUMÉRO SPÉCIAL COURSE AU RECTORAT

L'UQAM que nous voulons (bis), l'UQAM dont nous rêvons.

// GENEVIÈVE HERVIEUX, Présidente du SPUQ

Mars
2023
N° 319

50
50 ANS
DE LUTTES
SYNDICALES
UNIVERSITAIRES

Nous sommes aujourd'hui propulsé.e.s dans le second tour d'une course au rectorat. Et si nous nous permettions pour cette deuxième course d'aller au-delà de la seule pensée gestionnaire ? Celle qui nous martèle sans cesse les « défis » financiers à relever pour affronter la baisse des effectifs étudiants au premier cycle, au point de nous faire croire que c'est le seul élément tangible dont nous devrions tenir compte pour nous soustraire à la disette résultant du sous-financement chronique des universités ? Pouvons-nous tout de même reconnaître que, malgré un mode de financement des universités défavorable à l'UQAM et à la suite d'une crise sanitaire mondiale, les effectifs étudiants aux cycles supérieurs sont en croissance, et que cela constitue un indicateur du rayonnement des professeur.e.s de l'UQAM et de l'importance du rôle des universitaires dans la société ?

À VOS AGENDAS

- **Rencontre avec les candidat.e.s au rectorat + Conseil syndical**
Vendredi 24 mars (R-M130)
- **Assemblée générale extraordinaire**
Jeudi 6 avril (DS-R510)
- **Assemblée générale statutaire**
Jeudi 4 mai (précisions à venir)

Sommaire

L'UQAM que nous voulons (bis), l'UQAM dont nous rêvons
Geneviève Hervieux 1

Par-delà le marasme : retrouvons l'audace uqamienne
Michel Lacroix 3

Ce que j'attends de l'UQAM
Jean Horvais 6

Une UQAM au service de la communauté
Julie Lavigne 7

Oser être ce qui nous distingue
Annie Camus 8

Je rêve
Martine Delvaux 9

Surveiller ou soutenir?
Audrey Dahl 10

Rêver d'une institution libérée
Stéphane Bernard 12

Rêver mieux l'UQAM?
Olga Navarro-Flores 13

L'UQAM de demain... très bonne question
Marie-Cécile Guillot 14

Les enjeux de l'Université
Daniel Beaupré 16

L'UQAM tatouée sur le coeur
Anne Latendresse 18

Depuis un trop long moment, nous n'avons pas entendu la voix de nos collègues ni celles des membres de notre communauté défendre des idées stimulantes, des projets novateurs pour que notre université continue, un peu plus de 50 ans après sa création, de se démarquer par son caractère audacieux, ambitieux, rigoureux, et demeure un lieu de recherche, d'expérimentation et de création qui bouscule les idées convenues.

La Révolution tranquille a donné à l'UQAM sa mission spécifique d'accessibilité, cette volonté d'offrir l'éducation supérieure à toutes les classes de la société québécoise et tout particulièrement aux francophones, aux femmes et aux travailleurs.ses. Elle soutenait l'idéal d'une université publique, francophone et urbaine.

Étudier à l'UQAM, c'est depuis toujours s'intégrer dans des programmes avant-gardistes, progressistes et innovants. C'est contribuer à façonner l'avenir en prenant part de manière engagée à l'actualisation, à la transformation, à la remise en question de notre monde et de notre propre université. Cela se traduit par nos façons de faire et d'être à l'université. De manière concrète, cela signifie s'impliquer résolument dans son modèle de co-gestion, dans les services à la collectivité internes et de le faire de manière proactive.

Être professeur.e à l'UQAM, c'est être avec nos étudiant.e.s : leur permettre d'apprendre, certes, mais également les accompagner, les inviter à débattre, à argumenter, à réfléchir, à envisager la recherche avec des idées nouvelles au bénéfice de leur avenir et du nôtre. L'implication des professeur.e.s dans les instances académiques, (notamment

au sein des assemblées départementales et des comités de programmes) associée à la participation des étudiant.e.s dans ces lieux de discussion et de partage du pouvoir est un mécanisme qui permet l'existence d'un dialogue démocratique. Nous devons préserver cette manière de concevoir l'UQAM comme institution qui reconnaît l'importance du partage des pouvoirs et des savoirs, qui met en pratique le dialogue entre les acteurs de la communauté universitaire et urbaine dans laquelle nous sommes enraciné.e.s, peu importe la personne qui sera au rectorat...

« Les professeur.e.s et les étudiant.e.s sont l'université. »

En 2001, Daniel Bélanger nous chantait « Rêver mieux ». Justement, comment pourrions-nous « rêver mieux l'UQAM » ? Comment, dans des projets de recherche et d'enseignement mettant en valeur ce que nous faisons de mieux depuis toujours (réfléchir, analyser, créer, comprendre, critiquer, transmettre, étudier, relier), pourrions-nous agir sur le monde qui nous entoure, créer du sens et de la beauté ? N'est-ce pas à nous d'améliorer l'environnement physique, social, culturel, économique et écologique qui nous entoure ? À nous de contribuer à trouver des pistes de solutions pour revitaliser le Quartier latin qui se vide de ses étudiant.e.s parce qu'ils et elles n'ont plus les moyens d'habiter autour de leur lieu d'études ?

C'est le travail des universitaires d'être visionnaires et de chercher de nouveaux sentiers pour mieux appréhender la complexité du monde. Dans ce numéro, quelques collègues ont osé se prêter à l'exercice de « rêver mieux l'UQAM » de demain. Souhaitons que ces textes ouvrent des espaces de discussion florissants pendant la course au rectorat!

2^e COURSE AU RECTORAT

**Période de consultation
du 23 au 30 mars 2023**

Par-delà le marasme : retrouvons l'audace uqamienne

// MICHEL LACROIX, Département d'études littéraires

SPUQ-INFO N° 319

3

Nous voici lancé.e.s à nouveau dans une course au rectorat, sans que cette deuxième ronde n'annonce un plus grand enthousiasme que la précédente. Au sortir de son 50^e anniversaire et de la pandémie, l'UQAM se retrouve écartelée entre dynamisme et dépression, singularité et banalité. Il n'y a jamais eu autant de recherche et de création, jamais autant de programmes, de tous types et à tous les cycles, signe d'un dynamisme remarquable, mais ce résultat d'initiatives « locales », individuelles ou en équipe, est dispersé, mal reconnu et ne distingue guère l'UQAM des autres universités québécoises lancées comme la nôtre dans un développement tous azimuts, tendu par des objectifs de plus en plus quantitatifs : plus de subventions et de partenariats, plus d'argent venu des subventions et partenariats, plus d'étudiant.e.s, plus de diplômes. Aucune vision d'ensemble ne s'en dégage, et les différents plans stratégiques adoptés par l'UQAM auraient pu être adoptés, tels quels, par la plupart des autres universités québécoises, tellement ils manquent d'envergure, d'ambition et d'ancrage concret dans la réalité et l'histoire de notre université.

Nous sommes désormais devenus une université qui ne pense plus qu'en fonction du financement obtenu (ou non) par Québec. Nous n'avons pas d'autre vision d'avenir que celle de « repenser la structure de coûts », formule comptable camouflant mal l'absence d'idées et se traduisant directement dans la sentence : « il faut couper dans les masses salariales ». Cette reddition intellectuelle devant les statistiques, transposition à notre échelle de la célèbre formule de Margaret Thatcher : « il n'y a pas d'alternative », est indigne de notre histoire, de notre dynamisme, du rôle unique que l'UQAM a joué et est appelée à jouer dans la société québécoise.

Il est nécessaire de nous ressaisir et d'exiger davantage, d'exiger beaucoup mieux, des candidat.e.s au rectorat, de la haute direction de l'UQAM en général, et du maître

d'œuvre de notre situation financière, le gouvernement québécois. Il est temps de retrouver l'audace des premières décennies de l'UQAM, d'assumer pleinement et fièrement notre singularité, de fourmiller de projets ambitieux. C'est dans cet esprit, dans cet espoir, que je rédige le présent texte, afin de secouer la déprime de la dernière course, le sentiment d'une université désormais condamnée à un « petit pain ». Les idées esquissées ci-dessous ne sont pas tant les miennes que celles surgies de multiples discussions au cours des dernières années. Je les dois donc à de nombreuses personnes et je les lance dans la discussion collective de la course au rectorat afin qu'elles en engendrent d'autres, et qu'on se retrouve débordant de projets enthousiasmants, au fil de cette course, et que les candidat.e.s s'engagent à porter certains d'entre eux, au lieu de se présenter comme les agents impuissants d'un destin inéluctable.

La toute première s'inscrit dans un contexte où un des principaux domaines de développement du monde universitaire québécois, dans les 20 dernières années, une des principales sources de financement, a été celui de la santé. Il n'y a eu qu'une croissance minimale, pendant cette période, du nombre de professeur.e.s (20 %), mais la moitié de ces nouveaux postes ont été octroyées en santé. On a vu plusieurs constituantes du réseau de l'Université du Québec, exclues comme nous de ce domaine, chasse gardée des universités à charte, obtenir des programmes, y compris en médecine (parfois sous la forme de partenariat avec les universités à charte). Ceci cause bien évidemment un déséquilibre structurel entre l'UQAM et les autres universités québécoises. Or, bien que n'ayant pas, officiellement, de programmes relevant entièrement de la santé, de multiples cours et des programmes de recherche majeurs touchent à ce domaine dans plusieurs de nos facultés (sciences, bien sûr, mais aussi en arts, en sciences de la gestion et en sciences humaines), cours et recherches qui sont particulièrement innovants, entre

autres par leur attention aux déterminants sociaux de la santé. Qui plus est, l'UQAM est située à cet égard à un endroit doublement stratégique, par la proximité d'avec le CHUM et par le contexte du centre-ville et du Centre-Sud où les interactions complexes entre dépendances, itinérance, pauvreté, travail du sexe et les problèmes de santé physique et psychologique sont visibles au quotidien, sans même parler des problèmes corrélés d'échec scolaire, de précarité d'emploi et de logement, etc. Pourquoi dès lors est-ce que l'UQAM ne proposerait pas au gouvernement de développer un vaste programme de formation et de recherche en « soins et société » ou quelque autre formulation plus heureuse? Un tel projet, ayant à cœur de lutter contre les injustices sociales par le biais du développement du savoir, s'inscrirait parfaitement dans l'histoire de l'UQAM et pourrait devenir un pôle d'expertise mondiale, tout en ancrant fermement notre université dans son milieu immédiat.

« Peut-être qu'à trop vouloir imiter les universités à charte, nous avons perdu de vue ce qui nous distinguait, perdu une grande partie de notre originalité et de ce qui nourrissait un attachement profond envers l'UQAM. »

4

Il y aurait de même des développements majeurs susceptibles d'être accomplis du côté des études féministes et des sciences de l'environnement. Ces deux domaines ont marqué profondément l'histoire de l'UQAM et sont portés par des instituts rassemblant quantité de chercheur.e.s, mais ont-ils vraiment atteint leur plein développement? Ne sont-ils pas limités par des cloisonnements entre disciplines, départements et facultés, alors même qu'une des idées fondatrices de l'UQAM était d'explorer l'interdisciplinarité, dont on n'a cessé, depuis 50 ans, de vanter les mérites, à l'UQAM comme ailleurs? Peut-on encore, en 2023, avoir des baccalauréats ne tenant pas compte de ces enjeux? Cette question est régulièrement revenue lors de discussions à la Commission des études, mais aucune réflexion institutionnelle approfondie n'en a découlé. Quelle que soit la réponse à cette question, il devrait être évident pour tout.e étudiant.e de cégep s'interrogeant sur ses choix de carrière que, quelle que soit la discipline qui l'intéresse, c'est à l'UQAM qu'il

pourrait conjointement étudier dans cette discipline et approfondir sa réflexion féministe ou son engagement environnemental. Il ne m'appartient pas de voir comment les études féministes et les sciences de l'environnement pourraient se développer, mais je suis persuadé qu'on pourrait innover, ouvrir le champ des possibles, lancer des projets audacieux, et que cette audace est ce que l'UQAM peut et doit apporter à la société, d'autant plus que les enjeux féministes et environnementaux sont au cœur des débats actuels au Québec et vont continuer de l'être dans les prochaines décennies.

Ne tentons pas de cacher que, comme institution, nous ne nous réfugions pas dans une tour d'ivoire, mais sommes au contraire profondément engagé.e.s dans la Cité, préoccupé.e.s de justice sociale. Soyons fiers et fières du fait que dans l'histoire intellectuelle du Québec, c'est l'UQAM qui compte le plus grand nombre d'intellectuel.le.s. Trop souvent, nous admirons ces

personnages de notre passé, Hubert Aquin, André Belleau, Pierre Dansereau, Madeleine Gagnon, Jean-Marc Pottle, Fernande St-Martin, etc., nous applaudissons leur fougue, leur passion, tout en souhaitant, au présent, une université où il ne se passerait rien, libre de toute revendication, imperméable aux mouvements sociaux contemporains, alors que c'est notre force. J'ai un jour vu passer une publicité de l'Université Kent, au Royaume-Uni, qui disait : « Question everything ». Tout remettre en question : telle devrait être la devise de l'UQAM, intellectuellement et scientifiquement.

Cette habitude de suivre ce qui se passe dans les autres universités à travers le monde m'a aussi fait découvrir une mesure adoptée il y a quelque temps par une des constituantes du réseau de la California State University. Dévouée à donner aux classes populaires un accès aux études supérieures, cette université envoyait à chaque enfant commençant ses études primaires dans une des

écoles des quartiers défavorisés de la ville une lettre lui annonçant qu'il avait été accepté à l'université (mais qu'il restait à compléter les prérequis, par exemple en terminant ses études secondaires...). Accompagnée de visites régulières des responsables de l'université, cette mesure avait contribué à hausser significativement le taux d'inscription d'étudiant.e.s issu.e.s des quintiles ayant le plus bas revenu familial. Immédiatement, je me suis dit : pourquoi est-ce que l'UQAM ne ferait pas cela? N'avons-nous pas souhaité, jadis, être « l'université du peuple » ? Alors qu'aujourd'hui, il y aurait, selon certaines études, une plus grande proportion d'étudiant.e.s défavorisé.e.s s'inscrivant à Concordia et à McGill! Peut-être qu'à trop vouloir imiter les universités à charte, nous avons perdu de vue ce qui nous distinguait, perdu une grande partie de notre originalité et de ce qui nourrissait un attachement profond envers l'UQAM.

Peut-être qu'à cet égard les transformations du milieu immobilier à Montréal, qui engendrent une dangereuse croissance du prix des loyers, éloignent de nous une partie de ces étudiant.e.s, en particulier ceux et celles qui venaient des régions pour étudier à l'UQAM. Plusieurs de nos professeur.e.s documentent et dénoncent avec raison les injustices économiques et sociales causées par la spéculation immobilière et l'embourgeoisement des quartiers populaires, mais pendant ce temps, l'UQAM en subit les contrecoups sans en faire un cheval de bataille. Il devrait pourtant y avoir des demandes fortes, constantes et solidement documentées pour une augmentation significative de résidences étudiantes, à Montréal. L'UQAM pourrait même aller plus loin et se faire la porte-parole d'un projet de Cité universitaire internationale, semblable à celle qui occupe le 14^e arrondissement à Paris, mais en lui donnant une mission sociale et culturelle plus poussée, de façon à ce que se croisent dans ses lieux des étudiant.e.s de partout au Québec et de partout à travers le monde, et que cette cité universitaire soit un lieu d'intégration à la culture québécoise, de découverte des autres cultures, de « brassage » des classes sociales.

L'intérêt de ce projet serait aussi de repenser l'intégration de l'UQAM et des autres universités montréalaises dans la trame urbaine, mais aussi, plus simplement, de retrouver un esprit d'innovation et d'audace, qui est désormais trop souvent limité aux projets de recherches, sans portée collective. Peut-être devrait-on aussi repenser sous cet angle, celui de l'audace et de l'innovation, l'idée du pavillon des arts que l'on souhaite ériger au-dessus de l'édicule du métro Saint-Laurent. Qui sait, ce projet est peut-être déjà porté par un souffle d'enthousiasme et recèle plein d'idées étonnantes, voire déstabilisantes? Mais cela n'a guère filtré dans un cercle plus large, pour l'instant.

Ce ne sont là que quelques idées parmi d'autres, sans doute pas les meilleurs ou les plus rassembleuses, mais des idées qui, à tout le moins, osent faire le pari d'une multiplicité de possibles, pour l'UQAM, osent nous rappeler que notre université a été la plus inventive au Québec, celle qui a repensé de fond en comble les savoirs, leurs liens avec les milieux sociaux, la démocratie universitaire, quitte à bousculer les idées reçues. Après 50 ans, avec la fatigue pandémique chevillée au corps et un contexte de perte d'effectifs et de moyens financiers vécu comme un inéluctable destin, peut-être faut-il désormais lutter contre nos propres idées reçues, lutter contre notre propre fatigue, pour retrouver l'enthousiasme des idées naissantes.



Ce que j'attends de l'UQAM

// JEAN HORVAIS, Département d'éducation et formation spécialisées



J'attends de notre université qu'elle réalise sa vocation de service public dans une perspective inclusive. Inclusive, c'est-à-dire que personne n'en détient l'exclusivité. Cela signifie qu'elle soit accessible à la plus grande diversité de personnes qui y voient une institution propre à développer et faire vivre les savoirs pour lesquels ces personnes ont de l'intérêt.

En écrivant cela, je pense particulièrement aux personnes auprès desquelles je suis engagé dans des organismes communautaires qui leur proposent des activités créatives artistiques. Un diagnostic de déficience intellectuelle ou d'autisme a été attaché à ces personnes comme un statut dévalorisant qui les prive d'emblée de beaucoup d'occasions d'accéder à la culture commune et partagée ainsi qu'à l'occasion d'y apporter leur précieuse contribution. C'est comme si leur soif de connaissance et leur désir de partager leurs connaissances expérientielles étaient négligeables. Elles « sont parlées », y compris au sein de l'université dans les disciplines où l'on s'intéresse à elles, mais elles n'y ont pas la parole et n'y sont donc ni entendues ni reconnues. Leur expression n'est pas recherchée, attendue, valorisée. Néanmoins, nous sommes quelques-un.e.s à chercher à créer des occasions pour les inviter à participer aux activités propres à l'université. Ce sont des initiatives encore trop rares et trop modestes, mais je forme le vœu qu'elles se multiplient et se développent. En voici quelques exemples, pour ce que j'en connais.

Cela se fait largement dans le cadre du programme court de deuxième cycle « [Handicap et sourditude](#) : droits et citoyenneté » et dans quelques autres cours en éducation, en travail social et en art.

On peut aussi penser à des invitations à intervenir dans des conférences comme celles de la faculté d'éducation ([voir](#)) ou dans des colloques ([voir 1, 2 et 3](#)).

La présentation en avant-première dans les couloirs de l'UQAM d'un extrait de l'exposition artistique D'un Œil Différent organisée lors de la semaine de la déficience intellectuelle est un autre exemple qui contribue à la reconnaissance et aux rencontres de partage du savoir dans une perspective inclusive ([voir par exemple](#)).

Notre service aux collectivités de l'UQAM fait aussi à cet égard un très bon travail en portant l'université hors les murs par le truchement des dégrèvements accordés à des professeures et professeurs pour aller collaborer avec des collectivités qui en font la demande. Malheureusement, ce n'est pas un type d'engagement toujours bien reconnu et donc pas tellement recherché. Pourtant, ces projets peuvent apporter du dynamisme et de l'innovation sociale. Ils donnent un sentiment de reconnaissance aux personnes avec lesquelles on collabore et stimulent chez nombre d'entre elles le désir d'apprendre, y compris chez les intervenant.e.s oeuvrant dans les collectivités qui viennent ou reviennent sur les bancs de l'université.

Par ces exemples, on voit que développer une université inclusive va bien au-delà d'une préoccupation, certes bien légitime, pour la communauté uqamienne – et il y a là déjà fort à faire –, mais qu'il convient d'inscrire cela dans un mouvement plus large qui ouvre les activités de l'université à tous les publics qui ont soif de savoir et de partage de connaissance. C'est cette vocation qui donne du prix à notre travail et lui méritera dans la société une reconnaissance valorisée. On voit bien en quoi cet enjeu n'est pas étranger à celui de notre convention collective en cours de négociation. Les moyens qui nous seront accordés pour accomplir notre mission auront une incidence déterminante sur l'ampleur que nous pourrions donner au développement inclusif de notre université.

Pour une UQAM au service de la communauté

// JULIE LAVIGNE, Département de sexologie

L'UQAM doit valoriser ses espaces; de même que la place qu'elle occupe dans la ville et dans le réseau des universités.

Elle doit retrouver sa vitalité en créant des milieux de vie et de travail qui sont sains et attrayants. Sans nécessairement nous lancer dans la construction de nouveaux bâtiments, nous avons besoin d'espaces communs en plus grand nombre et de services à la communauté. Par exemple, pourquoi ne pas offrir une clinique médicale sur le campus ?

Il faut aussi encourager un plus grand engagement de la part des professeur.e.s au sein de l'université, mais aussi de la part des étudiant.e.s. Pour y parvenir, il faudrait ramener davantage l'enseignement et la recherche sur le campus et profiter de la plus grande centralisation de ces activités pour redonner la fierté d'appartenir et de participer à la vie d'une université comme l'UQAM.

L'une des spécificités de l'UQAM est d'ailleurs sa localisation et son ancrage dans la ville. Elle est au cœur du centre-ville à proximité de groupes et d'organisations avec lesquels les professeur.e.s et étudiant.e.s sont nombreux.ses à entretenir des liens. L'UQAM dispose depuis longtemps d'un Service aux collectivités dont la mission est précisément de nourrir de telles collaborations. Ce service est peu connu et rarement mis en valeur. Pourtant, certaines universités ont bien saisi l'intérêt de ces pratiques imaginées et développées à l'UQAM et tentent maintenant de les reproduire chez elles. Une nouvelle rectrice ou un nouveau recteur devrait remettre ce modèle à l'avant-plan.

« L'une des spécificités de l'UQAM est d'ailleurs sa localisation et son ancrage dans la ville. Elle est au cœur du centre-ville à proximité de groupes et organisations avec lesquels les professeur.e.s et étudiant.e.s sont nombreux.ses à entretenir des liens. »



Oser être ce qui nous distingue

// ANNIE CAMUS, Département d'organisation et ressources humaines

L'UQAM est la mieux placée pour montrer la voie et faire école ! Ce qui nous attend, comme société humaine à l'échelle de la planète, n'est pas clair, mais ce sera sans commune mesure avec ce qui est derrière nous. Et quoi que cet avenir nous réserve, il va demander plus que jamais des personnes capables de réfléchir la complexité, capables de s'émanciper des modes de pensées dominants, des réflexes établis, capables de naviguer hors des sentiers battus, capables de déranger. Parce que le changement dérange. À l'heure actuelle, les injonctions à innover, à changer, à transformer sont légion, mais le monde continue de préférer, de louer les innovations, les changements qui ne remettent pas en question, qui ne contrarient pas, qui ne dérangent pas.

chargée de luttes sociales, par son ancrage dans la ville, par les personnes engagées qui la font vivre, et pour tant d'autres raisons encore, l'UQAM a déjà les ingrédients qui rendent ce rêve possible, il suffit de les reconnaître et de les laisser s'exprimer. Arrêter de se comparer, arrêter de vouloir être ce que nous ne sommes pas et être pleinement ce qui nous distingue, ce qui nous définit, ce qui, à terme, nous donnera d'avoir été visionnaires, infatigables et résolument pertinents.

« Arrêter de se comparer, arrêter de vouloir être ce que nous ne sommes pas et être pleinement ce qui nous distingue, ce qui nous définit, ce qui, à terme, nous donnera d'avoir été visionnaires, infatigables et résolument pertinents. »

Dans ce contexte, l'UQAM peut se rêver comme un véritable lieu de rencontre, d'apprentissage collectif pour nous préparer à l'avenir, ensemble. L'UQAM comme bouillonnement d'idées, d'expérimentations, de construction de savoirs infusés de valeurs d'égalité, de justice sociale, d'humanité à travers l'enseignement, à travers la recherche. Par sa taille humaine, par son histoire

50
50 ANS
DE LUTTES
SYNDICALES
UNIVERSITAIRES

Revendiquer
pour *avancer.*

spu

Syndicat des professeurs et professeures
de l'Université du Québec à Montréal

spuq.uqam.ca

Je rêve

// MARTINE DELVAUX, Département d'études littéraires

Je rêve d'une UQAM qui vibre.
Je rêve d'une UQAM qui n'a pas froid aux yeux.
Je rêve d'une UQAM qui déborde d'idées.
Je rêve d'une UQAM qui sait tout ce qu'elle ne sait pas et qui n'en a pas peur.
Je rêve d'une UQAM critique des lieux communs, des amalgames et des raccourcis.
Je rêve d'une UQAM qui ne se laisse pas dire quoi faire.
Je rêve d'une UQAM qui voit plus grand qu'elle-même.
Je rêve d'une UQAM dont les couloirs grouillent d'individus qui font le choix de la bienveillance au lieu de la terreur.
Je rêve d'une UQAM qui sait faire la place.
Je rêve d'une UQAM dont les portes restent ouvertes.
Je rêve d'une UQAM dont l'Agora est remplie.
Je rêve d'une UQAM qui marie conscience critique et empathie.
Je rêve d'une UQAM humaine.
Je rêve d'une UQAM de bonne foi.
Je rêve d'une UQAM qui avance avec imagination.
Je rêve d'une UQAM qui crée sans pleurer le passé.
Je rêve d'une UQAM qui défend sa communauté.
Je rêve d'une UQAM où on se sent en sécurité parce que les murs sont habités.
Je rêve d'une UQAM qui bouge, qui s'élance, qui relance les idées sans jamais s'épuiser.
Je rêve d'une UQAM porteuse de rêves pour la suite du monde.
L'UQAM dont je rêve est celle que je connais.

SPUQ-INFO N° 319



2^e COURSE AU RECTORAT

**Débat des candidat.e.s et
rencontre avec le corps professoral**

Vendredi 24 mars 2023 (R-M130) à partir de 12 h

Surveiller ou soutenir?

// AUDREY DAHL, Département d'éducation et formation spécialisées

L'UQAM est pour moi une université qui a démocratisé l'accès aux études supérieures et qui tire son origine de la volonté de donner à la population du Québec la chance d'apprendre, de réfléchir, d'enseigner et d'y faire de la recherche, bref de développer son plein potentiel. Je suis fière d'y avoir étudié et je suis encore plus fière d'y travailler. Accueillant ce qu'on appelle les étudiant.es de première génération, c'est-à-dire ceux et celles dont les parents ne sont pas allés à l'université, l'UQAM a fait et continue de faire une différence significative en termes de mobilité sociale et d'égalité des chances. Ayant amorcé mes études universitaires dans un certificat en communication à l'UQAM et faisant partie des étudiant.e.s de première génération, cela revêt pour moi une signification toute particulière.

Mon champ de recherche est celui de l'éducation des adultes. Je m'intéresse à l'éducation populaire dans une perspective de transformation sociale. L'université n'est pas mon champ d'expertise. Cela dit, je peux constater qu'elle joue un rôle dans l'éducation des personnes adultes, qui elles ont un rôle à jouer dans la transformation de leur société. C'est pourquoi mon intérêt pour l'université dépasse le fait qu'il s'agit de mon milieu de travail. Il s'agit d'une communauté, terme souvent employé dans nos communiqué - la communauté uqamienne, qui elle se trouve dans des communautés plus vastes, un quartier, une ville, une province... C'est une université au centre-ville, c'est l'université francophone la plus importante au Québec en termes de population étudiante et c'est un symbole de la Révolution tranquille !

Pour parler de ma vision idéale de l'UQAM, je me dois de soulever quelques enjeux sur lesquels je crois qu'il serait pertinent de se pencher. Ces enjeux tournent autour des thèmes de l'accès et du soutien. J'entends par soutien celui que cette université apporte aux personnes étudiantes dans leur parcours, aux personnes qui enseignent et à toutes celles qui d'une manière ou d'une autre contribuent à la mission de démocratisation que s'est donné l'UQAM. L'accès et le soutien me semblent être des éléments fondamentaux dans la réalisation de cette démocratisation.

« Je dirais qu'une grande partie de mon travail à la direction est occupé par des tâches administratives qui relèvent davantage du contrôle et de la surveillance que du soutien aux personnes étudiantes. »

J'occupe depuis 5 ans des postes de direction et de codirection de programmes de 2^e cycle. En ce qui concerne l'objectif de faciliter l'admission des personnes étudiantes ayant des profils qualifiés d'atypiques, je constate, dans les programmes d'études dont j'ai la responsabilité, une grande ouverture de la part

de l'institution et un soutien qui facilite notre travail. Du point de vue du soutien aux personnes une fois inscrites, il y aurait cependant des améliorations à apporter. Depuis que je suis à la direction de programme, j'ai vécu diverses expériences administratives qui parfois m'ont indignée. Je dirais qu'une grande partie de mon travail à la direction est occupée par des tâches administratives qui relèvent davantage du contrôle et de la surveillance que du soutien aux personnes étudiantes. Je dois signer tout un tas de formulaires accompagnés de pièces justificatives que l'on demande à la personne étudiante de se procurer. Elle doit faire la preuve qu'elle a un problème de santé à l'aide d'un certificat médical ou qu'elle est proche aidante pour une personne de son entourage pour qu'on l'autorise à ne pas

s'inscrire à des cours. Ou encore elle doit obtenir auprès d'un.e professionnel.le de la santé un papier attestant qu'elle va bel et bien accoucher afin que j'approuve un congé parental. Alors que ces personnes étudiantes entreprennent un projet d'études de façon volontaire, elles doivent faire la preuve que la raison pour laquelle elles ne suivront pas de cours lors d'une session n'est pas une question de volonté, mais de circonstances de la vie; circonstances personnelles qui me sont dévoilées en toute indiscretion ainsi qu'à plusieurs autres personnes en charge du dossier qui multiplient les allers-retours de courriels et de formulaires.

J'aimerais que l'UQAM se penche sur ces processus administratifs qui demandent des ressources et du temps qui pourraient être investis autrement, par exemple dans des mesures pour soutenir la persévérance dans les projets d'études.

Il y a aussi le « ménage » qui a été fait par l'UQAM et le gouvernement dans les conditions pour être considéré comme inscrit dans un régime d'études temps plein. Au 2^e cycle, une personne étudiante pouvait être considérée à temps plein avec deux cours ou même moins si elle était en activité de rédaction. Mais maintenant, certains programmes sont réputés d'une autre classe et le régime à temps plein est déterminé par un nombre de crédits fixé à 9. Dans le cas des petits programmes qui ne peuvent offrir 9 crédits à toutes les sessions, cela influence les conditions d'études des personnes étudiantes en ayant un impact direct sur leur accès à l'aide financière aux études, au tarif étudiant pour le transport en commun (94 \$/mois au lieu de 56,50 \$) et aux visas étudiants. Ces conséquences négatives ne soutiennent pas les étudiant.es. Bien au contraire, elles peuvent les mettre dans une précarité financière ou de statut.

J'aimerais que l'UQAM se penche sur l'arrimage des régimes temps plein et à temps partiel avec les différentes sources d'aide financière aux études dans la perspective

de garder les études supérieures accessibles.

Sur une note positive, je vois le travail effectué à la Faculté des sciences de l'éducation pour la reconnaissance des acquis et des compétences (RAC). La RAC, en facilitant les parcours de formation de toustes, mais en particulier des personnes qui ont acquis une expérience de travail ou d'études hors Québec, est une composante essentielle de l'accès et du soutien aux personnes étudiantes. Même dans une université, « une personne n'a pas à réapprendre ce qu'elle sait déjà ni à refaire, dans un contexte scolaire

formel, des apprentissages qu'elle a déjà réalisés dans d'autres lieux, selon d'autres modalités (MELS, 2002, p. 24). Même si toute personne a le droit de faire reconnaître ses acquis et ses compétences (CSÉ, 2000; MELS, 2002), les demandes de RAC ne sont pas toujours les bienvenues. Elles engagent les personnes étudiantes dans des démarches administratives

qui peuvent être complexes et exiger des frais, soi-disant pour couvrir les frais d'administration du dossier. Au-delà des démarches administratives qui sont parfois lourdes, il existe des résistances au sujet de la RAC elle-même qui peuvent influencer les décisions de l'accorder ou non. Il peut paraître paradoxal pour des professeur.es de reconnaître et de certifier, sous la forme de crédits de cours, le développement de savoirs en dehors de notre offre éducative. Pourtant, c'est par la reconnaissance des acquis et des compétences d'une personne que l'on peut lui donner l'opportunité de développer d'autres savoirs (CSÉ, 2000).

J'aimerais que l'UQAM se démarque au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences en se positionnant comme une institution qui facilite la mise en œuvre des principes de la RAC.

Un dernier point que j'aimerais aborder concerne la signification de l'accès et du soutien pour une université ancrée dans sa communauté. Nous sommes toustes

« J'aimerais que notre université se reconnecte à ses origines et joue un rôle de transformation sociale pour faire une différence en termes de justice sociale. »

témoins de l'aggravation des problèmes sociaux depuis le retour postpandémique sur le campus. La pauvreté, la détresse psychologique et la toxicomanie semblent être de plus en plus visibles. Il devient très difficile de les contourner, de les ignorer, de se dire que ça passera. Mais que faire? Il nous faudrait plus de caméras de surveillance? De gardes de sécurité? Certaines toilettes ne sont maintenant accessibles qu'au moyen de cartes magnétiques. Encore une fois, il s'agit de solutions reposant sur la surveillance qui exigent des ressources alors que celles-ci pourraient être investies autrement. Plusieurs disciplines à l'UQAM ont des solutions ou les capacités d'en trouver, donnons-leur les moyens de le faire.

J'aimerais que l'UQAM s'investisse davantage dans son quartier et assume le rôle social qu'elle a à jouer.

Ma vision pour l'UQAM est celle d'une université qui continue d'être cette institution qui donne accès et qui soutient les parcours d'études. J'aimerais que nous menions une réflexion collective sur l'utilisation des technologies de surveillance et de contrôle dans le suivi des parcours étudiants, mais aussi dans notre environnement de travail et d'études. J'aimerais que notre université se reconnecte à ses origines et joue un rôle de transformation sociale pour faire une différence en termes de justice sociale.

Ministère de l'Éducation (2002). Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue: Apprendre tout au long de la vie. Gouvernement du Québec. http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/dpse/educ_adulte_action_comm/Politique.pdf

Conseil supérieur de l'Éducation (2000). La reconnaissance des acquis, une responsabilité politique et sociale. Gouvernement du Québec. <https://www.cse.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/2020/01/50-0433-AV-reconnaissance-acquis-responsabilite-politique-sociale.pdf>

Rêver d'une institution libérée

// STÉPHANE BERNARD, Département de géographie

Au retour de ma prochaine année sabbatique, dans deux ans, je rêve d'une UQAM où l'on aurait le temps de réfléchir et de penser librement à l'enseignement, à la recherche et à la vraie création; d'une institution qui serait libérée de la surenchère de paperasseries.

Je rêve aussi d'une université qui favoriserait la nécessaire transition sociétale et écologique et qui, pourquoi pas, l'inclurait comme 4^e dimension de la tâche professorale !

« Je rêve aussi d'une université qui favoriserait la nécessaire transition sociétale et écologique et qui, pourquoi pas, l'inclurait comme 4^e dimension de la tâche professorale ! »

Rêver mieux l'UQAM?

// OLGA NAVARRO-FLORES, Département de management

De quelle façon pouvons-nous insuffler un vent de changement à l'UQAM, tout en respectant son passé et ses valeurs, sans cynisme ni sarcasme ? Quelle UQAM veut-on construire aujourd'hui pour la société de l'après-demain ?

Certes, on s'inquiète avec raison de la baisse des effectifs étudiants qui frappe particulièrement notre université. On ne peut pas rêver mieux l'UQAM sans étudiant.e.s, mais nous ne pouvons pas rêver l'UQAM sans ses nouveaux professeurs et nouvelles professeures qui prennent et prendront la relève de notre alma mater. Peut-on, donc, rêver mieux d'un corps professoral épanoui professionnellement et engagé dans le développement de la communauté uqamienne ?

13 Et si nous nous donnions un espace de discussion et d'inclusion des nouvelles générations qui se joignent à notre corps professoral ? Ce serait rêver, peut-être, de créer un espace de partage au sein de nos départements sur ce qu'est l'expérience UQAM, pour accueillir vraiment les nouveaux, nouvelles profs, ceux et celles qui se sont joint.e.s à nous juste avant et durant la pandémie; ceux et celles que nous reconnaissons seulement lorsqu'ils sont encadrés sur écran, et avec qui nous n'avons pas encore eu la chance de prendre un café ni d'apprendre de leurs projets.

Ce serait rêver, peut-être, de créer un espace d'échange dans nos facultés, entre les professeurs émérites et les jeunes profs récemment recruté.e.s, pour discuter

de l'enseignement, de la recherche et du service à la collectivité, de ce qu'était l'UQAM à l'époque lors des premières années de notre jeune université, et pour comprendre le sens de ce qui nous unit comme université de même que l'origine de ce qui nous distingue.

Ce serait rêver, peut-être, de créer des espaces d'apprentissage au sein de l'UQAM, qui accueilleraient les professeur.e.s, les jeunes recrues comme les vétérans, pour leur faire vivre les renouvellements de l'UQAM au travers l'évolution de ses politiques, de ses services et de ses pratiques. Pour comprendre comment l'UQAM

a évolué en intégrant les préoccupations de notre société et comment elle s'est forgé une place importante dans la vie scientifique et sociale de notre pays.

Et finalement, ce serait rêver, peut-être, de créer un espace au sein du SPUQ pour comprendre comment et pourquoi les luttes de l'UQAM ont eu lieu. Que le SPUQ ouvre ses archives pour montrer aux jeunes professeur.e.s comment les différentes générations se

sont organisées pour mener une lutte commune, celle d'humaniser l'UQAM et de mettre les profs au cœur de notre institution.

Rêver mieux l'UQAM, c'est aussi partager les succès, les projets, les difficultés et les contraintes, tout ce qui compose notre vie institutionnelle au quotidien; bref, c'est partager notre mémoire organisationnelle avec les futures générations de collègues.

« Rêver mieux l'UQAM, c'est aussi partager les succès, les projets, les difficultés et les contraintes, tout ce qui compose notre vie institutionnelle au quotidien; bref, c'est partager notre mémoire organisationnelle avec les futures générations de collègues. »

L'UQAM de demain... très bonne question (comme disent les politiciennes et les politiciens)

// MARIE-CÉCILE GUILLOT, École de langues et Vice-doyenne aux études, Faculté de communication

Je me permets d'écrire ces quelques lignes pour vous faire part de pistes de réflexion pour l'UQAM de demain. Ayant occupé plusieurs postes de direction (programme, département) et étant vice-doyenne aux études depuis six ans (je termine mon deuxième mandat fin mai 2023), ces expériences m'ont donné une bonne connaissance du fonctionnement et des valeurs de notre Université.

Le premier dossier auquel il faut s'attaquer et qu'il faut changer est la lourdeur administrative dans laquelle nous vivons. Je sais, tout le monde en parle... mais rien de concret ne se passe. Quand je dis lourdeur, je ne parle pas des consultations à mener, consultations qui sont à maintenir et qui sont fondamentales pour une meilleure cohésion entre les départements et les programmes. Je parle de différents (longs) formulaires à remplir, je parle des documents à produire quand on a une bonne idée, je parle d'attendre la prochaine réunion de la CE ou du CA pour qu'une décision se prenne, je parle de la lenteur avec laquelle le dossier doit cheminer dans les instances... Ces obstacles représentent une tâche supplémentaire pour les personnes porteuses de dossiers et constituent un frein au développement et à la motivation.

À mon échelle (vice-doyenne aux études), à chaque fois qu'un projet arrivait (modification de programme, nouveau projet pour les personnes étudiantes, etc.), je m'empressais de mettre à disposition mon équipe pour relecture et faciliter la tâche des profs et des maîtres de langue. De plus, s'il le fallait, je tenais un comité des études extraordinaire pour faire adopter les dossiers (au lieu

d'attendre un mois...). Mais une fois qu'ils sont adoptés par les instances facultaires, il faut attendre, attendre... relecture par les services, signature et approbation par le vice-rectorat à la vie académique, soumission au comité de l'ordre du jour de la CE... Que se passe-t-il pendant ce temps-là ? Les autres universités ont déjà adopté un programme ou une modification de programme et en font déjà la publicité... Je pense réellement qu'il y aurait moyen d'alléger le processus uquamien.

Le deuxième sujet qui est sur les lèvres de tout le monde est le recrutement... Certes, nous vivons une baisse extrêmement marquante des inscriptions étudiantes. Plusieurs éléments contextuels expliquent cette diminution (démographie, plein emploi, situation post-covid). L'UQAM doit se donner les moyens pour augmenter ses inscriptions : campagne promotionnelle (campagne effectuée de façon exceptionnelle par le Service des communications, mais campagne qui n'a pas les moyens de se rendre visible), représentations auprès du gouvernement. Certes, ces représentations sont faites, mais elles ne sont pas suffisantes. À titre d'exemple, je rêve d'avoir un service ou un vice-rectorat qui s'occuperait du fait français. Nous sommes une université francophone... Or, aucun lieu central ne s'occupe de l'accompagnement, de la formation et du soutien en français pour les personnes étudiantes (qu'elles soient francophones ou non francophones).

En ce qui concerne la recherche et la création, la recherche subventionnée a connu une augmentation soutenue au cours de la dernière décennie, ce qui n'est pas le cas de la

« Il faudrait mieux accompagner les professeures, professeurs et maîtres de langue vers des sources diversifiées de financement de la recherche et de la création. »

recherche en partenariats. Il faudrait mieux accompagner les professeures, professeurs et maîtres de langue vers des sources diversifiées de financement de la recherche et de la création.

Un dernier élément auquel il faudrait s'attarder : la place des femmes dans notre université. Faites le décompte du nombre de femmes vice-rectrices : une alors que quatre hommes occupent des postes de vice-recteurs; faites le décompte du nombre de femmes doyennes : deux femmes et cinq hommes. Ce phénomène n'est pas propre à l'UQAM puisqu'en 2018, 62,5 % des postes dans un décanat étaient encore occupés par des hommes (1). Force est de constater que les femmes ont encore du mal à accéder aux plus hauts postes universitaires (2). Notre Université pourrait valoriser la place des femmes et mettre en place des mécanismes afin qu'elles accèdent également plus

rapidement à la promotion (catégorie 4); en effet, elles attendent plus longtemps avant de présenter leur dossier en raison des réalités familiales et de la conciliation travail-famille.

Enfin, je dirais que deux lignes directrices doivent être au cœur de nos préoccupations et de nos perspectives de développement : le soutien et l'accompagnement des étudiantes et des étudiants ainsi que les principes d'équité, de diversité et d'inclusion.

Toute cette vision, ce n'est pas un rêve ou un mirage... Cette conception de notre Université peut se concrétiser très rapidement avec la volonté de tout un chacun.

1. Statistique Canada (2020). *Quel chemin avons-nous parcouru? Représentation des femmes dans le corps professoral universitaire à temps plein* (11-627-M), Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-627-m/11-627-m2020021-fra.htm>

2. Tamburri, R. (2016, 15 octobre). « *Les femmes ont encore du mal à accéder aux plus hauts postes universitaires* », Affaires universitaires. <https://www.affairesuniversitaires.ca/articles-de-fond/article/les-femmes-ont-du-mal-acceder-aux-plus-hauts-postes-de-direction-dans-le-milieu-universitaire/>

LE RACISME SYSTÉMIQUE EN MILIEU UNIVERSITAIRE

Rencontre organisée par le
Comité du SPUQ de lutte contre le racisme

Mardi 21 mars 2023 (J-1045) de 10 h à 12 h

avec les interventions de
**Edward Ou Jin Lee, Gina Thésée, Myriame Martineau,
Victor Armony et Vincent Romani**

Les enjeux de l'Université

// DANIEL BEAUPRÉ, Département d'organisation et ressources humaines

Les enjeux stratégiques

Selon moi, l'Université fait face à quatre enjeux principaux : la baisse des effectifs étudiants, le manque de personnel dans plusieurs secteurs névralgiques, la capacité insuffisante de prendre des décisions collectives dans le respect des parties prenantes et la fragmentation de la société qui affecte la cohésion sociale et identitaire.

Le premier enjeu est sans conteste la baisse des effectifs étudiants, concentrée en grande partie au premier cycle. Le financement universitaire est constitué de trois sources réparties de la façon suivante : la subvention du gouvernement (70 % basé sur un calcul d'étudiants à temps complet), les frais de scolarité qui contribuent à 20 % des revenus et enfin un 10 % qui provient d'autres sources comme la philanthropie, la formation sur mesure et les programmes offerts à l'international. On doit donc repenser le financement des universités, car il impose une pression sur l'ensemble des employés lors d'une baisse des effectifs. Le calcul par le gouvernement des (étudiants en équivalence au temps plein pondéré) induit des comportements de « course à la clientèle » au détriment de la qualité de l'enseignement.

Deuxièmement, plusieurs secteurs de l'UQAM souffrent d'un manque de personnel, ce qui a un impact direct sur la vie des professeurs tant dans leurs tâches d'enseignement que de recherche. De surcroît, cela génère une charge de travail accrue pour le personnel de soutien, mettant ainsi à risque leur santé physique et mentale. Leur bien-être de même que leur fidélisation s'avèrent prioritaires, surtout dans le contexte actuel de pénurie de personnel.

Troisièmement, force de constater que l'UQAM n'incarne pas encore un modèle de prise de décision collective, ce qui nuit grandement à l'avancement de certains dossiers voire à la création de nouveaux programmes et au recrutement du personnel.

Finalement, la fragmentation de la société en groupes particuliers attribuable à une pluralité d'intérêts vient créer une difficulté dans la cohésion sociale. Le rôle de l'UQAM, au regard de sa mission d'origine, doit être de continuer à promouvoir l'équité, la diversité et l'inclusion,

ce qui amène par le fait même une pression accrue sur l'offre de service. L'UQAM est, depuis plus de 30 ans, un leader par sa mission. Ce leadership est la pierre angulaire qui a permis à l'Université de jouer un rôle de premier plan dans l'avancement de la société québécoise et de devenir un modèle à l'échelle mondiale.

« On doit donc repenser le financement des universités, car il impose une pression sur l'ensemble des employés lors d'une baisse des effectifs. »

Les actions proposées

Les actions proposées qui sont décrites ci-après reposent sur la mission de l'Université, soit la production de nouvelles connaissances, la contribution à la démocratisation de l'enseignement aux trois cycles et la participation au développement de la société québécoise. Il faut comprendre que les parties prenantes dans la réalisation de cette mission sont principalement les professeurs.e.s-chercheurs.e.s, les chargé.e.s de cours, les étudiants.e.s et les employés.e.s. Au-delà de leur rôle de gestionnaire de l'appareil administratif et de défenseur de l'UQAM auprès du gouvernement, le rectorat aussi bien que les décanats doivent être au service de la mission de l'Université. Ils doivent en ce sens favoriser la recherche

interdisciplinaire et intersectorielle qui permet la production de nouvelles connaissances en donnant une réponse plus complète aux problèmes actuels qui sont multifactoriels. La recherche fondamentale cherchant à appréhender la réalité de façon holistique n'est plus un souhait, mais une exigence imposée par les défis actuels.

Il faudrait également établir des liens stratégiques avec les autres universités afin de continuer la réflexion sur le financement universitaire en proposant des modèles alternatifs aux règles budgétaires actuelles, qui, selon moi, ne permettent pas d'assumer pleinement la mission de l'Université.

Je suis d'avis que l'attitude d'humilité et les comportements qui doivent y être associés sont une

ligne de conduite d'une nécessité fondamentale si l'on désire réussir un changement en profondeur au sein de l'Université. On ne peut plus se permettre de gérer seul.

Plus de 75 % des changements, toutes organisations confondues, échouent principalement en raison d'un manque de consultation auprès des personnes qui sont directement impactées par le changement (Larson, 2020). Il s'agit là d'une perte considérable de temps et d'argent qui a surtout des conséquences sur la motivation de ces personnes. L'utilisation de l'intelligence collective qui se manifeste

par la valorisation effective des compétences dans l'identification de solutions innovantes n'est pas un vœu pieux, mais une obligation si l'on veut assurer la continuité dans la réalisation de la mission de l'Université.

« Au-delà de leur rôle de gestionnaire de l'appareil administratif et de défenseur de l'UQAM auprès du gouvernement, le rectorat aussi bien que les décanats doivent être au service de la mission de l'Université. »

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Spéciale #NÉGO2022

Jeudi 6 avril 2023 (DS-R510) à 12 h

Pour plus de renseignements sur la négociation en cours, consultez notre tout nouveau site web

[SPUQNÉGO.CA](https://www.spuqnego.ca)

L'UQAM tatouée sur le cœur

// ANNE LATENDRESSE, Département de géographie

Au début de ma jeune vingtaine, je quittais Lévis pour entrer comme étudiante au baccalauréat en communications à l'UQAM. Après avoir fait un petit détour par l'Université de Montréal, et plus tard par l'Université de Toronto pour un postdoctorat, je suis revenue à l'UQAM, il y a 22 ans pour ne plus jamais la quitter. J'y aurai passé la plus grande partie de ma vie étudiante et professionnelle. En d'autres mots, je suis uqamienne jusqu'au bout des doigts et j'ai l'UQAM tatouée sur le cœur !

J'en ai vu passer des recteur.rice.s et avec eux et elles, de nouvelles équipes de direction. Je n'ai pas la prétention de dire que je connais tout de l'UQAM.

Notre université a navigué, le plus souvent à contrecourant, et a traversé un bon nombre de tempêtes, dont certaines sont mémorables. Malheureusement, je n'ai pas cette mémoire institutionnelle qui permet de glisser, au cours d'une conversation, les promesses ou les événements qui ont marqué les mandats

de telles rectrices ou recteurs, et le contexte politique dans lequel ils et elles ont navigué. Mais un peu comme pour une amie de longue date, je sais reconnaître les coups et les blessures qui lui ont été infligés au fil de temps, et qui ont laissé leurs traces.

L'UQAM, la bouillonnante et parfois rebelle, a su faire preuve d'une grande capacité de résilience pour reprendre un terme à la mode, face aux coups d'épée et affronts imposés notamment en matière de financement, de mode organisationnel (abolition des familles, centralisation vers les facultés, doyen.ne.s qui deviennent cadre) et de gouvernance. Souvent pensées en vue de répondre à un modèle qui se prétend performant, compétitif et concurrentiel, de nouvelles normes et pratiques de gestion sont importées sans grand questionnement. Plutôt que d'ouvrir des espaces et de mettre en place les conditions nécessaires à la créativité de la communauté uqamienne, aux initiatives et à la collaboration entre facultés, entre

départements, entre collègues, on s'acharne à déstructurer et restructurer des instances et à imposer de nouvelles pratiques de gestion pour ainsi mieux se rapprocher du modèle de l'université entrepreneuriale.

Depuis longtemps, les élites du Québec, peu importe leur allégeances politiques, et leurs alliés rêvent de mettre l'UQAM à genoux. Sans doute jugée trop dérangement, on lui serre la visse. Bien sûr, elle n'est pas la seule université à être soumise aux « nouvelles » pratiques de gestion publique, se faisant imposer des critères de performance et de productivité, de nouveaux organigrammes et des «

partenaires » socioéconomiques qui ne connaissent rien ou si peu à l'institution universitaire. Mais l'UQAM a ceci de particulier qui la distingue des autres universités québécoises et qui achale les dirigeant.e.s qui s'acharnent à vouloir dompter l'indomptable : la collégialité.

« [...] Je n'ai plus envie de rêver. J'ai plutôt envie de résister. »

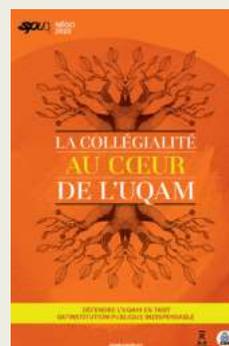
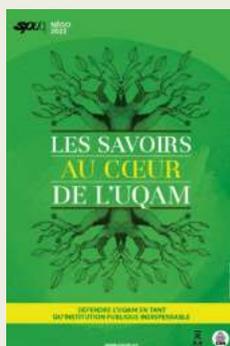
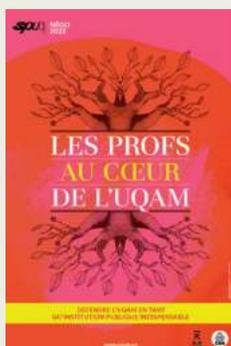
Je n'ai pas suffisamment d'espace ici pour vous parler de cet élément au fondement de l'UQAM, de sa naissance jusqu'à maintenant, mais je suis profondément convaincue que si notre université a su donner naissance aux grands créateur.rices, scientifique.s, formateur.rices, enseignant.e.s, professionnel.les et maîtres de langue qui font rayonner le Québec, c'est grâce à cet élément de son ADN.

Quand j'apprends que nous devons encore réduire nos enveloppes de charge, et conséquemment l'éventail des cours offerts aux étudiant.e.s, quand j'apprends qu'on veut modifier la règle de représentation des différents groupes au sein de telle ou telle instance de l'UQAM, quand je constate que la présence des cadres augmente subtilement au sein de comités ou groupes de travail, ce qui a pour effet d'affaiblir la représentation collégiale étudiante, des chargé.es de cours, et des professeur.e.s, je n'ai plus envie de rêver. J'ai plutôt envie de résister.



SPUQ INFO

Bulletin de liaison du **Syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec à Montréal**



SPUQ

Bureau A-R050

C.P. 8888, Succursale centre-ville

Montréal, Québec H3C 3P8

Téléphone : 514 987-6198

Courriel : spuq@uqam.ca

www.spuq.uqam.ca

www.spuqnego.ca

Crédits photos : Photo UQAM, Photo UQAM © Michel Brunelle

Crédits graphisme : CSN